

Paysans et Occupation : l'exemple du Lot

Les paysans, icônes de l'idéologie vichyste du retour à la terre salvateur, n'auraient pas vu leur vie bouleversée par l'Occupation, modérément touchés par les restrictions de subsistances et à l'écart des concentrations de troupes allemandes pour ceux de la zone libre. Pire, n'auraient-ils pas été bénéficiaires de la situation grâce à un marché noir florissant ? Lourdemment attentistes, subissant la Résistance, l'aidant rarement et la trahissant parfois. Vision confuse et injuste. On sait bien que leur rôle a pu être déterminant, par « l'amitié de leur silence⁽¹⁾ » ou par leur engagement, par des aides matérielles stratégiques à l'action résistante.

Le choix d'un terrain

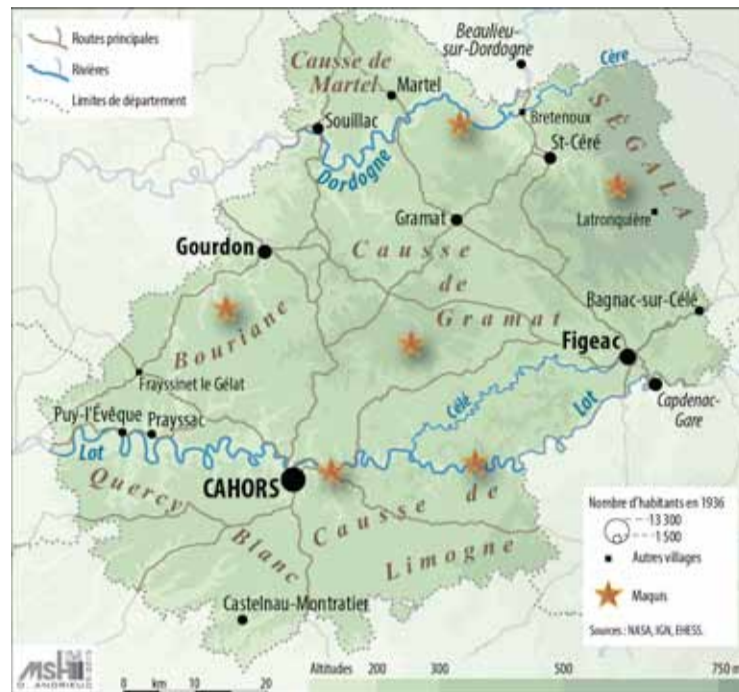
Concentrons-nous sur un département, à la ruralité profonde (plus de 80 % de sa population) où la Résistance et sa répression furent intenses : le Lot, au sud du Massif central. Un indice l'atteste : deux de ses villages sont médaillés de la Résistance. Récompense rare⁽²⁾ reconnaissant « les actes remarquables de foi et de courage ayant contribué à la résistance du peuple français » (De Gaulle, ordonnance de février 1943).

Ce territoire se caractérise par une pauvreté des sols ayant contraint à une émigration massive, à la fin du XIX^e siècle. La vigne lui avait offert une embellie, stoppée par le phylloxéra. Mais ingrate ou pas, la terre – sa possession – est le fondement d'une identité garantie par la République. L'attachement à ces valeurs symboliques a pu orienter la population vers la résistance à l'occupant, l'ennemi de la guerre de 14 qui avait alors porté à son comble le manque de main-d'œuvre. Un appel à « une immigration agricole » avait été lancé.

La morale laïque

La République se concrétise par le droit à la propriété et se personnifie à travers son école. Le rôle des enseignants dans l'esprit de résistance est connu, mais il prit ici une ampleur spécifique. Les institutrices et instituteurs, ces nouveaux notables, offraient une voie vers une vie meilleure : l'école était le moyen d'échapper à la pauvreté, dans un département où la densité des établissements scolaires n'était pas un hasard. Leur prestige et l'obéissance due, en étaient augmentés. Leur engagement, très fréquent, ne pouvait qu'être suivi. « Le chef des Veny⁽³⁾ c'était l'instituteur. Alors, il fallait bien les aider, ça ne se discutait pas ! »

Républicain, le Lot. Mais non moins catholique. La coopération curé-instituteur dans les structures de la Résistance ne pouvait que renforcer l'adhésion des paysans et... « le curé, il était pour le maquis ! » Cas fréquent, poussé parfois jusqu'à la coopération active. Celui de Terrou imprimait les tracts pour la Résistance dans la cave de l'école. Celui de Caniac-du-Causse prêtait sa traction aux maquisards pour leurs expéditions nocturnes. Villages médaillés dans les deux cas. Un autre avait monté un vrai réseau de renseignements. Un instituteur en faisait partie (déporté en mai 1944, avec 41 autres habitants de sa commune, Latronquière) et certains de leurs anciens élèves, à l'école ou au catéchisme. La morale laïque prenait une résonance particulière et elle était commune à tous : « Mon institutrice, elle était communiste et elle nous enseignait la même chose que le curé ! »



Nourrir l'Allemagne, l'occupant, et en plus perdre sa jeunesse au Service du Travail Obligatoire (STO) ? Le maillage des maquis se dessine ici, en réponse lisible.

Les logiques des paysans

La terre leur impose sa logique et les pousse à en développer. Celle de la ruse, tout de suite, qui leur fait garder les bons fusils, et donner les mauvais à la réquisition, qui leur apprend à fabriquer des cartouches pour continuer à chasser. Continuer à danser aussi, cette unique distraction de la jeunesse des campagnes, à la barbe des gendarmes, et écouter Radio Londres, sur leurs rares postes, malgré l'interdiction.

Tous ces actes transgressifs relevaient d'une attitude globale de non-consentement à l'Occupation. Attitude viscérale et obstinée pour conserver son identité et un espoir.

« La précocité, la fréquence et l'étendue de ces formes élémentaires de désapprobation méritent un sort autre qu'une espèce de condescendance, par comparaison avec le modèle héroïque.⁽⁴⁾ »

Ces paysans brimés supportèrent très mal le déni de Vichy : « Il convient que la population des villes sache d'où vient sa misère. », déclare le préfet à la presse, durant l'hiver 1942. Ils devaient nourrir les villes et pire, les Allemands (clause de l'armistice), eux qui vivaient pour la plupart en autosubsistance, obligés de s'entraider les mauvaises années pour faire face. Ils étaient des modèles, ils deviennent des boucs - émissaires et l'épouvantail des Bolcheviks qui leur prendraient leurs terres n'y changeait rien.

Le STO, point de non-retour

La réquisition des jeunes pour le STO, en février 1943, marqua un point de non-retour. La logique de la terre en fut exacerbée.

Il faut la travailler et avoir à qui la transmettre ; se priver de ses jeunes, déjà si rares, prisonniers déduits, était insupportable : « Les familles ont dit : "Ils ne partiront pas." » Les premiers groupes de résistance s'étaient structurés, les réfractaires ont grossi leurs effectifs de clandestins. Le non-consentement passif devint actif : cacher et nourrir les réfractaires, et les maquisards, qu'ils avaient rejoints pour leur majorité. « La population n'apporte aucun secours aux forces de l'ordre et les réfractaires trouvent auprès d'elle aide morale et matérielle. » (Rapport de gendarmerie.) Les sanctions, prison et amende, prévues pour les défaillants étaient pourtant applicables « à toute personne leur ayant prêté leur concours ».

Le degré du risque

Stocker les armes parachutées (à dater du 30 novembre 1943 dans le Lot) sera une nouvelle tâche pour la population rurale, au degré de risque maximal : la peine de mort.

Les paysans ont pu se cantonner à ces actes de soutien actif. Si souvent chargés de famille, anciens ou enfants, il leur était difficile de faire plus en menant une existence de paria : « On était tenus par le bétail ! »

Pourtant ils furent nombreux à franchir le pas, en entrant dans la Résistance, et pas seulement après un refus de départ au STO⁽⁵⁾. On pourrait dire que certains l'anticipaient : les engagements avant vingt ans étaient fréquents : « J'avais dix-neuf ans, mais mon frère y était – désigné pour le STO – alors autant y être ensemble ! »

Cette logique de la Résistance émanait toujours de celle de la terre, de celle d'une communauté, construisant « une histoire, celle des maquis et des ruraux⁽⁶⁾ », animée d'une solidarité mécanique entre individus si proches.

La place des femmes

Les femmes tenaient des rôles clés dans cette communauté, leurs rôles traditionnels, mais elles élargissaient le groupe à tous ceux qui en avaient besoin. Transgression assumée pour « ces pauvres petits ». Elles

les nourrissaient comme elles pouvaient, pétrissaient des fournées de pain supplémentaires, les soignaient s'il le fallait et les incluait dans leurs circuits vers les lavoirs. « Quand ils venaient s'approvisionner chez nous, je leur payais toujours le café. Ils se faisaient tuer pour nous, alors... il fallait être logique ! »

Au-delà des silences⁽⁷⁾...

Pour atteindre ce sens de l'engagement des paysans et des paysannes du Lot face à l'Occupation, il faut dépasser des silences. Le silence-modestie qui perdure, sur les gestes quotidiens des femmes et l'évidence d'un devoir : « Ils nous défendaient, il fallait bien les aider un peu. » Le silence-pudeur qui recouvre les peines, les absences, qui demanderait presque pardon d'être encore là, chez les hommes qui en ont réchappé. Le silence-rejet, de tous, sur ceux qui n'étaient pas d'accord, sur ceux qui ont mal fait.

Il faut entendre la valeur d'une parole qui veut bien les surmonter. Pas une parole exacte, mais vraie. Une parole enracinée, seule capable d'exprimer la dimension sensible de situations vécues. Pour la comprendre, il faut « avoir de bons yeux pour contempler la forme des champs⁽⁸⁾ » et s'imprégner des paysages où elle est née.

ANNE VERDET

(1) Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Paris, Hachette, 1974, p. 178.

(2) Décernée à 17 communautés territoriales seulement, dont 7 villages de moins de 1 000 habitants.

(3) Groupe lotois de la Résistance.

(4) Pierre Laborie, *Le Chagrin et le Venin. Occupation. Résistance. Idées reçues*, Paris, Gallimard, coll. Folio Histoire, 2014, p. 179.

(5) Ils furent plus du tiers à « prendre les bois ».

(6) Kedward H. R., « Le monde rural face au maquis », in *La Résistance et les Français : Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996, pp. 339-351.

(7) Voir Pierre Laborie, « Mémoires du silence, silence de la mémoire », p. 49-64, in *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération* [2001], Paris, Le Seuil, coll. Points Histoire, 2003.

(8) Marc Bloch, *L'étrange défaite* [1946], Paris, Gallimard, coll. Folio Histoire, 1990, p. 30.

■ Pour en savoir plus :

- Anne Verdet, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Presses universitaires de Rennes, octobre 2014.
- Anne Verdet, « Les Paysans du Lot sous l'Occupation, un engagement sous-estimé » in *Figures paysannes en France*, vol. 2, Céline Piot (dir.), éd. d'Albret, juillet 2016.